



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

Plaisance

Conditions Générales Navire de Plaisance

(REF CG Yacht 10/2024)

J E A N V E R H E Y E N

Une couverture étendue pour votre navire de plaisance

Vous souhaitez naviguer en toute sérénité en sachant que vous avez souscrit une assurance après d'un souscripteur mandaté réputé en plus d'être doté d'une expertise et d'une connaissance des affaires, et surtout qui - en cas de dommages - est à votre écoute.

Il ne faut pas uniquement penser aux dégâts matériels, mais aussi à votre responsabilité vis-à-vis des tiers, à l'assistance pendant l'enlèvement de votre navire, à l'aide et au sauvetage, à la protection juridique, à l'individuelle accidents etc.

Nous vous offrons une couverture personnalisée ; vous choisissez vous-même les garanties qui vous conviennent. Nous vous avisons non seulement au moment de la souscription de votre assurance, mais aussi à tous moments. Nos garanties et nos limites de capacités sont particulièrement et spécifiquement étendues afin de pouvoir vous garantir une couverture optimale et répondre ainsi à votre demande.

Votre passion pour le nautisme est notre préoccupation !

Jean Verheyen S.A.



J E A N V E R H E Y E N

SINCE 1919

JEAN VERHEYEN S.A. – Inscription FSMA comme souscripteur mandaté –
Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles

Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
Web : www.verheyen.be – E-mail : info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman-insurance.be

Table des matières

Chapitre 1 – Pour quoi êtes-vous assuré ?	
1. Définitions et descriptions	
1.1. Structure du contrat d'assurance	
1.2. Personnes assurées et tiers	
1.3. Etendue territoriale	
1.4. Les parties contractantes	
1.5. Champ d'application	
1.6. Lexique	
2. Responsabilité civile	
2.1. Etendue de la garantie	
2.2. Montants garantis	
2.3. Exclusions	
3. Ski nautique	
4. Protection du navire	
4.1. Pertes et avaries	
4.2. Vol	
4.3. Exclusions	
4.4. Frais	
4.5. Montant de l'indemnité	
4.6. Franchise	
4.7. Navire annexe	
4.8. Remorque	
5. Frais d'enlèvement, d'assistance et de sauvetage	
6. Individuelle accidents	
6.1. Objet de l'assurance	
6.2. Sommes assurées	
6.3. Indexation	
6.4. Accidents garantis	
6.5. Modalités d'indemnisation	
6.6. Contestations	
6.7. Précisions importantes	
6.8. Recours contre les tiers responsables	
7. Protection juridique	
7.1. Définitions	
7.2. L'objet de la garantie Protection juridique	

7.3.	<u>Appui juridique – Prevention & Advice Services (PAS)</u>	.....
7.4.	<u>Protection Juridique</u>	.....
7.5.	<u>Insolvabilité des tiers</u>	.....
7.6.	<u>Etendue de notre garantie dans le temps</u>	.....
7.7.	<u>Déclaration de sinistre – Droits et Obligations</u>	.....
7.8.	<u>Libre choix de l’avocat et de l’expert</u>	.....
7.9.	<u>Paiement des débours, honoraires et frais</u>	.....
7.10.	<u>Divergence d’opinion</u>	.....
7.11.	<u>Obligation d’information</u>	.....
7.12.	<u>Droits entre assurés</u>	.....
7.13.	<u>Prescription</u>	.....
7.14.	<u>Montant de notre garantie</u>	.....
7.15.	<u>Subrogation</u>	.....
8.	<u>Exclusions communes</u>	.....
<u>Chapitre 2 - La prime</u>		
1.	<u>Modalités de paiement de la prime</u>	.....
2.	<u>Non-paiement de la prime</u>	.....
3.	<u>Indivisibilité</u>	.....
<u>Chapitre 3 – Sinistres</u>		
1.	<u>Notre droit de recours</u>	.....
2.	<u>Subrogation</u>	.....
3.	<u>Vos obligations en cas de sinistre</u>	.....
4.	<u>Nos obligations en cas de sinistre</u>	.....
<u>Chapitre 4 - La vie du contrat</u>		
1.	<u>Les documents constitutifs du contrat</u>	.....
2.	<u>Nos recommandations à la conclusion du contrat</u>	.....
3.	<u>Nos recommandations en cours d'assurance</u>	.....
4.	<u>Votre interlocuteur privilégié</u>	.....
5.	<u>Prise d'effet du contrat</u>	.....
6.	<u>Durée du contrat</u>	.....
7.	<u>Durée du contrat - Cas particuliers</u>	.....
8.	<u>Fin du contrat</u>	.....
9.	<u>Protection de la vie privée</u>	.....
9.1.	<u>Responsable du traitement des données</u>	.....
9.2.	<u>Délégué à la protection des données</u>	.....
9.3.	<u>Finalités des traitements et destinataires des données</u>	.....
9.4.	<u>Traitement de données sensibles</u>	.....
9.5.	<u>Traitement des données à des fins de marketing direct</u>	.....

9.6.	<u>Traitement des données à des fins de géolocalisation</u>
9.7.	<u>Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors</u>
9.8.	<u>Conservation des données</u>
9.9.	<u>Traitement des données à des fins de candidature à un emploi</u>
9.10.	<u>Nécessité de fournir les données à caractère personnel</u>
9.11.	<u>Confidentialité</u>
9.12.	<u>Les droits de la personne concernée</u>
9.13.	<u>Modifications apportées à la présente clause de protection des données</u>
9.14.	<u>Contacteur JEAN VERHEYEN</u>
9.15.	<u>Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel</u>
	<u>Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque</u>
10.	<u>Correspondance</u>
11.	<u>Solidarité</u>
12.	<u>Plaintes</u>

Chapitre 1 – Pour quoi êtes-vous assuré ?

1. Définitions et descriptions

1.1. Structure du contrat d'assurance

Votre contrat est composé de deux parties :

- 1) Les présentes conditions générales : elles contiennent la description de nos engagements mutuels, le contenu des garanties et les exclusions. La table des matières vous donne un aperçu clair des conditions générales de votre contrat.
Dans le lexique (1.6), vous trouverez une définition des termes indiqués en gras. Ces définitions s'appliquent également lorsque ces termes sont utilisés dans les conditions particulières.
- 2) Les conditions particulières : elles contiennent la description de vos données personnelles, le détail du risque assuré et les garanties que vous avez souscrites. En cas de contradictions, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

Les garanties suivantes peuvent être assurées sous réserve que cela soit expressément mentionné dans les conditions particulières :

	<u>Section</u>
▪ RC : Responsabilité civile	2
▪ Ski nautique	3
▪ Corps : protection du navire	4
▪ Frais d'enlèvement, d'assistance et de sauvetage	5
▪ Individuelle accidents	6
▪ Protection juridique	7

1.2. Personnes assurées et tiers

Nous assurons les personnes suivantes :

- vous-même
- le propriétaire du navire
- toute personne qui, à titre récréatif et avec l'autorisation du propriétaire, participe à la conduite ou à la manœuvre du navire
- moyennant mention expresse en conditions particulières, les skieurs remorqués par le navire
- votre conjoint ou partenaire cohabitant
- toutes les personnes vivant à votre foyer
- les membres du personnel domestique ainsi que les aides familiales, lorsqu'ils agissent au service privé d'un assuré
- les membres de l'équipage engagés par les assurés, pendant qu'ils exercent leurs activités au service de ces derniers.

Est **tiers**, toute personne autre que :

- vous-même
- le propriétaire du navire
- les personnes qui, à titre récréatif et avec l'autorisation du propriétaire, participent à la conduite ou à la manœuvre du navire
- les personnes qui vivent au foyer de celui des membres de l'équipage qui est responsable du sinistre.

Les membres du personnel domestique ainsi que les aides familiales, lorsqu'ils agissent au service privé d'un assuré, ont également qualité de **tiers** pour la réparation des dommages corporels qu'ils auraient subis.

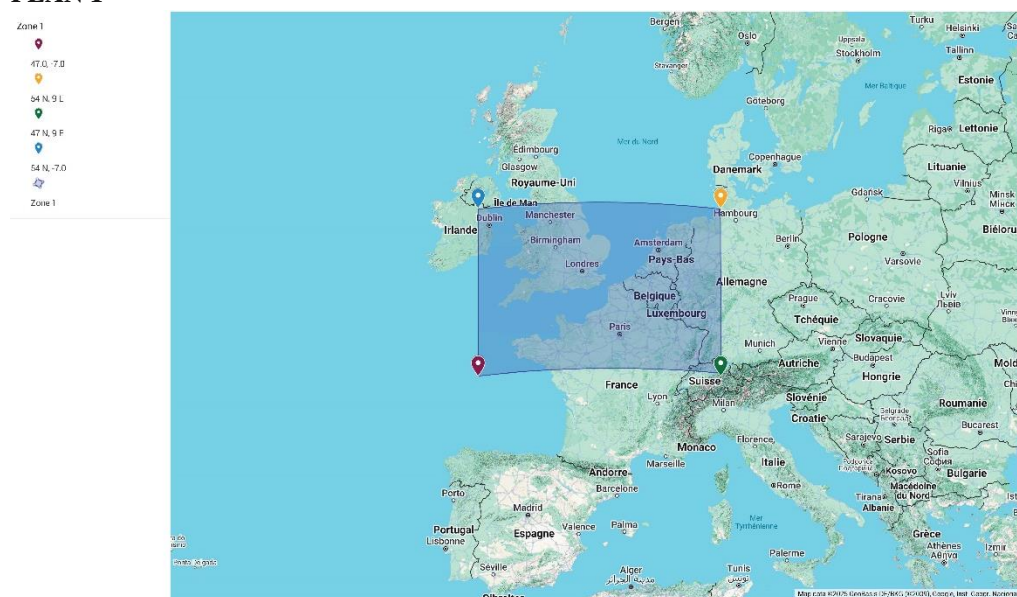
Les skieurs nautiques sont considérés comme **tiers** pour la garantie RC (Section 2).

1.3. Etendue territoriale

L'assurance est valable dans la zone comme stipulée dans les conditions particulières :

- ✓ **ZONE 1 :** sur les eaux intérieures et les mers bordants le Benelux, l'Allemagne, la France, Le Royaume Uni et la République Irlande ; et ce dans les limites de navigation au nord du 47° Latitude Nord et au sud de 54° Latitude Nord, à l'ouest de 7° de Longitude Ouest et à l'est de 7° de Longitude Est ; (VOIR PLAN 1).

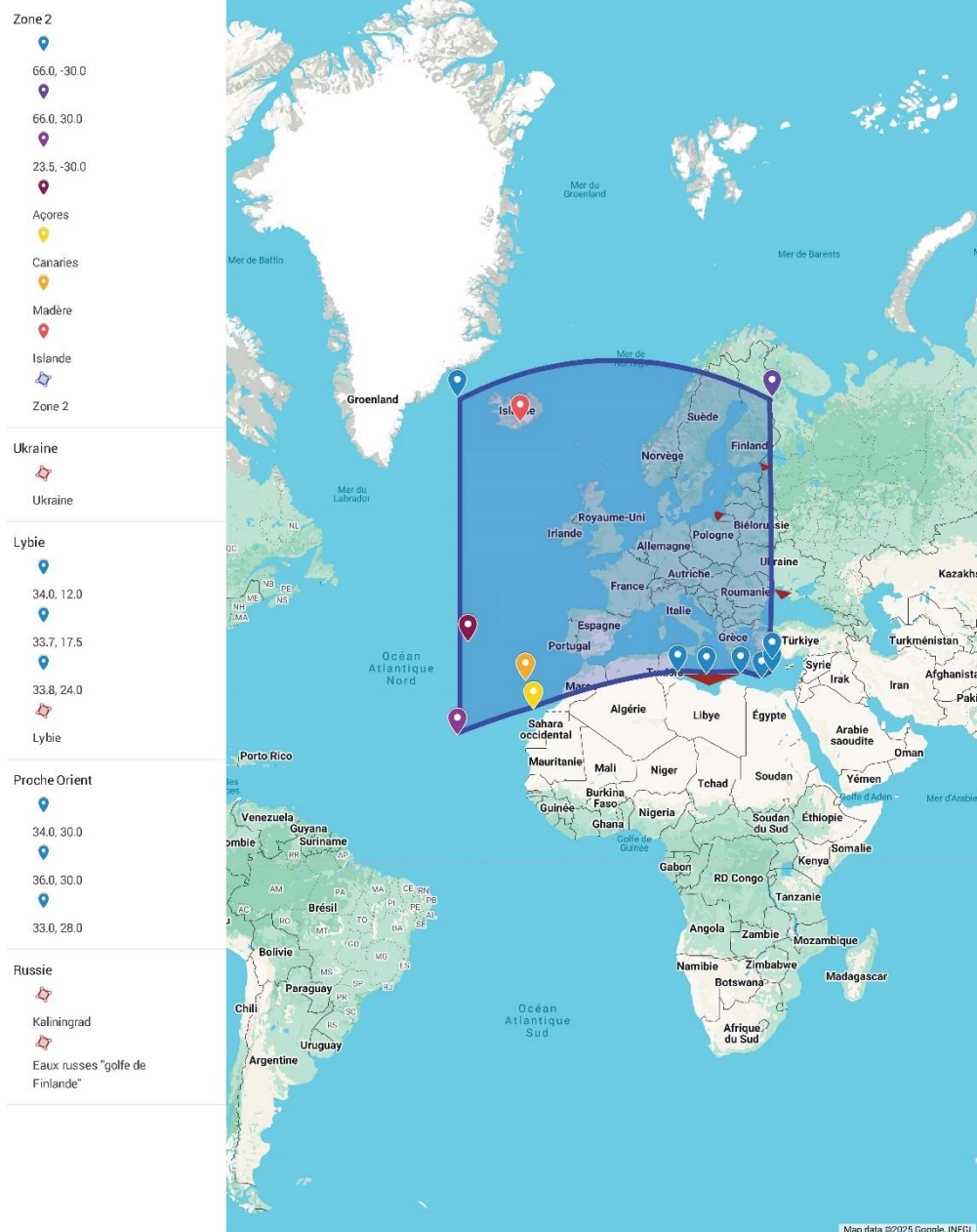
PLAN 1



- ✓ **ZONE 2 :** (ZONE 1 +) sur les eaux intérieures de tous les pays de l'Europe géographique ; sur les mers qui bordent tous les pays de l'Europe géographique (en ce compris les îles qui en font partie : îles des Açores, les îles Canaries, Madère et l'Islande), mais à l'exception des eaux territoriales russes de l'oblast russe de Kaliningrad et du golfe du Finlande, soit maximum 12 miles marins de la côte russe. (VOIR PLAN 2)

La ZONE 2 est dès lors comprise dans les limites de 30° de longitude Ouest et de 30° de longitude Est, au Sud du cercle polaire arctique, au Nord du Tropique du Cancer. Nous excluons cependant les eaux territoriales de la Lybie, de l'Ukraine et du Proche-Orient (à l'exception de la Turquie en-deçà de 30° de Longitude Est).

PLAN 2



Toutefois, la garantie n'est acquise que si l'immatriculation est faite dans l'un des pays suivants : Belgique, France, Espagne, Italie, Luxembourg ou Pays-Bas.

Nonobstant toute disposition contraire stipulée dans la présente police, la couverture territoriale conventionnelle des risques est limitée par les réglementations en matière de sanctions, restrictions ou interdictions relatives aux marchandises, choses et personnes assurées comme imposé par les autorités nationales, internationales et supranationales compétentes.

** Ces cartes sont à titre informatif et inopposables.*

1.4. Les parties contractantes

Vous : Le preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne qui souscrit le contrat.

Nous : Jean Verheyen S.A.

Le **souscripteur mandaté** JEAN VERHEYEN S.A. est l'intermédiaire d'assurance qui agit en tant que mandataire des assureurs soussignés indiqués aux conditions particulières. Le souscripteur mandaté dispose du pouvoir d'accepter de couvrir des risques et du pouvoir de conclure et gérer des contrats d'assurance au nom et pour le compte des entreprises d'assurance en question.

Les **sinistres** en Protection juridique sont gérés par Legal Village, une société indépendante et spécialisée dans le traitement de ces **sinistres** et à laquelle nous donnons mission de gérer les sinistres en protection juridique. Legal Village est la marque d'AXA Belgium pour la protection juridique.

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

L'entreprise d'assurance est AXA Belgium S.A., agréée sous le n° 0039 pour pratiquer les branches vie et non-vie (AR 04.07.1979, MB 14.07.1979), Siège social : Place du Trône 1, 1000 Bruxelles (Belgique), Internet : www.axa.be • Tél. : (02) 678 61 11 • N° BCE : TVA BE 0404.483.367 RPM Bruxelles et/ou une autre entreprise d'assurance, mentionnée dans les conditions particulières.

Les assureurs souscripteurs ne sont tenu qu'à leur part dans le contrat et ne sont donc pas solidairement responsables.

1.5. Champ d'application

Sauf indication contraire, les garanties du contrat s'appliquent :

- en cours de navigation du navire,
- durant son séjour à flot,
- lors de son transport par route ou par voie ferrée,
- lors des opérations de mise à l'eau ou de sortie de l'eau,
- durant son séjour en garage et en tous lieux d'entretien, hivernage ou stationnement.

1.6. Lexique

Afin d'alléger le texte de vos assurances, nous avons groupé dans ce « Lexique » les explications de certains termes ou expressions qui, dans les conditions générales, sont mis en gras. Ces définitions délimitent notre garantie. Elles sont classées par ordre alphabétique.

1.6.1. Actes collectifs de violence

La guerre, la guerre civile, les actes de violence militaires d'inspiration collective, la réquisition ou l'occupation forcée.

1.6.2. Conflit du travail

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris :

- la grève : arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants ;
- le lock-out : fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un « conflit du travail ».

1.6.3. Dépenses nettes limitées

Par **dépenses nettes limitées**, on entend les indemnités payées par nous au principal, y compris les frais de procédure et les intérêts, le tout diminué des montants que nous avons pu récupérer. Notre demande de remboursement est limitée comme suit :

- Si nos dépenses nettes n'excèdent pas 11.000 EUR, nous pouvons en demander le remboursement intégral ;
- Si nos dépenses nettes excèdent 11.000 EUR, ce dernier montant est majoré de la moitié de la partie qui dépasse le montant de 11.000 EUR. La demande de remboursement est plafonnée à 31.000 EUR.

1.6.4. Emeute

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser des pouvoirs publics établis.

1.6.5. Envoi recommandé

Par envoi recommandé, nous entendons soit l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, soit l'envoi d'un courrier recommandé électronique. Si l'envoi recommandé est effectué par voie électronique, cela doit être fait par un service qualifié pour les envois recommandés électroniques à savoir un service qui permet l'envoi de documents électroniques de manière sécurisée, avec une garantie de réception et d'authenticité et qui est conforme aux réglementations spécifiques en la matière – ce qui donne aux envois recommandés électroniques une valeur légale et probante équivalente à celle d'une lettre recommandée traditionnelle.

1.6.6. Jetski / véhicule nautique à moteur

Un engin nautique dont la coque a une longueur de moins de quatre mètres, équipé d'un moteur de propulsion qui entraîne une turbine constituant sa principale source de propulsion et conçu pour être manœuvré par un personne assise, debout ou agenouillée sur la coque et non dans la coque.

1.6.7. Navire de plaisance

Tout navire qui, utilisé ou non à des fins professionnelles, fait ou est destiné à faire de la navigation de plaisance, à l'exclusion des navires utilisés pour le transport de plus de douze passagers et qui est enregistré en Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas, Luxembourg, Italie ou Espagne. **RIB's, jetskis/véhicules nautiques à moteur**, les **navires de plaisance utilisé à des fins professionnelles**, les prototypes et les constructions propres ne sont dans cette police pas considéré comme des **navires de plaisance**.

1.6.8. Navire de plaisance utilisé à des fins professionnelles

Tout **navire de plaisance** qui est utilisé lors de l'exercice d'une activité économique, avec ou sans but lucratif, par une entreprise ou une personne physique, indépendamment du lieu où cette activité est exercée, ainsi que tout **navire de plaisance** qui est enregistré par une entreprise de location. Une entreprise de location est une personne morale ayant inclus la location de **navires de plaisance** dans ses statuts.

1.6.9. Navire annexe

Le navire qui est en permanence ajouté au navire principal et remplit les conditions suivantes:

- sa puissance maximale est de 15 CV/11 kW;
- sa longueur ne doit pas dépasser la largeur du navire principal.

1.6.10. Mouvement populaire

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.

1.6.11. Pollution accidentelle

Tout reflux accidentel par un navire de substances nocives ou de liquides contenant de telles substances. Une substance nocive est toute substance qui, si elle était rejetée dans la mer, pourrait mettre en danger la santé humaine, nuire aux ressources biologiques, à la flore et à la faune marines, nuire aux possibilités de loisirs offertes par la mer ou perturber toute autre utilisation licite de la mer.

1.6.12. Remorque

La **remorque** mentionnée dans les conditions particulières et affectée au transport du navire sur la voie publique.

1.6.13. RIB

Un engin nautique gonflable rigide ou **RIB** est un navire pneumatique robuste avec un fond en matériau plus dur tel que le polyester ou l'aluminium qui a une forme solide et des jantes ou des tubes gonflables épais remplis d'air.

1.6.14. Risque nucléaire

Les dommages résultant directement ou indirectement de la modification du noyau atomique, la radioactivité, la production de radiations ionisantes de toute nature, la manifestation de propriétés nocives de combustibles - ou substances - nucléaires ou de produits - ou déchets - radioactifs.

1.6.15. Sabotage

Action organisée dans la clandestinité à des fins économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant un bien en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

1.6.16. Sinistre

Pour la garantie protection du navire, le **sinistre** est défini comme étant la survenance d'un événement incertain, au cours de la durée de la garantie, entraînant des pertes et dommages matériels causés directement aux marchandises, ainsi que le retard de livraison, donnant lieu à une réclamation introduite, par écrit auprès des assureurs soussignés, au cours de la durée du contrat d'assurance.

Pour la garantie Protection juridique on entend par **sinistre** la réalisation de l'événement susceptible de mettre en jeu la garantie Protection Juridique et conduisant l'assuré à faire valoir ses droits en tant que demandeur ou défendeur, soit dans une procédure judiciaire, administrative ou autre, soit en dehors de toute procédure, sauf lorsque l'assuré a sciemment laissé survenir les circonstances qui ont donné lieu à la réalisation de cet événement.

En cas de recours civil extracontractuel, le **sinistre** est considéré comme survenu au moment où se produit le fait dommageable.

Dans tous les autres cas, le **sinistre** est considéré comme survenu au moment où l'assuré, son adversaire ou un **tiers** a commencé ou est supposé avoir commencé à contrevenir à une obligation ou prescription légale ou contractuelle.

Constitue un seul et même **sinistre**, l'ensemble des litiges ou différends résultant d'un même fait, quel que soit le nombre d'assurés ou de **tiers**.

Constitue un seul et même **sinistre**, le litige ou différend ou l'ensemble de litiges ou différends résultant de plusieurs faits présentant un lien de connexité entre eux.

1.6.17. Terrorisme

Une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou

détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

1.6.18. Vol

Par vol, on entend le fait pour une personne de soustraire frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas. Est assimilé au vol, le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

1.6.19. Vol avec effraction

Il y a **vol avec effraction** lorsque l'auteur s'introduit dans un espace clos pour accomplir son acte, cambriole, y pénètre avec une fausse clé ou un autre outil non prévu à cet effet ou se cache dans l'espace. De plus, cela inclut le **vol** d'un objet qui est en outre sécurisé en ce qu'il est stocké dans une boîte fermée ou similaire ou un autre dispositif de sécurité contre le vol.

1.6.20. Valeur assurée

La **valeur assurée** est la valeur indiquée dans les conditions particulières et qui indique l'engagement maximum des assureurs pour chaque sinistre.

Pour les navires neufs, la **valeur assurée** est fixée de commun accord entre les parties et reste valable jusqu'à trois ans à compter de la date de la première utilisation.

2. Responsabilité civile

2.1. Etendue de la garantie

Nous couvrons la responsabilité civile qui peut incomber aux assurés, dans le cadre de la vie privée en vertu des articles 1382 à 1386 bis de l'ancien Code civil et des dispositions analogues de droit étranger, en raison de dommages résultant de lésions corporelles et/ou de dégâts matériels causés aux **tiers** par la pratique de la navigation de plaisance et, moyennant mention expresse en conditions particulières, du ski nautique ainsi que par l'usage ou la garde du navire.

Cela inclut la **pollution accidentelle**.

2.2. Montants garantis

Sauf convention contraire prévue en conditions particulières, nous garantissons la réparation des dommages résultant de lésions corporelles et des dommages résultant de dégâts matériels

- Pour les **navires de plaisance** : à concurrence de 6.000.000 EUR (six millions euro) par évènement.
- Pour **RIB's** et **jetskis** : à concurrence de 2.500.000 EUR (deux millions cinq cent mille euro) par évènement.

2.3. Exclusions

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, nous ne couvrons pas :

- les sinistres consécutifs aux dommages engageant dans le chef de l'assuré une responsabilité civile soumise à une assurance légalement rendue obligatoire. Sont toutefois couvert les sinistres relatifs aux dommages résultant de la responsabilité civile de l'assuré en vertu des dispositions légales étrangères rendant l'assurance obligatoire en matière de navigation de plaisance ;
- les dégâts matériels causés par le feu, par un incendie, une explosion ou une fumée consécutive à un feu ou à un incendie dont les conséquences sont normalement assurables dans le cadre de la garantie "Recours des tiers" d'un contrat d'assurance incendie, c'est-à-

dire les dommages prenant naissance dans ou communiqués par un bâtiment dont un assuré est propriétaire, locataire ou occupant ;

- les dommages causés aux biens meubles et immeubles et aux animaux qu'un assuré a sous sa garde ;
- les dégâts matériels causés par les mouvements de terrain ;
- les sinistres causés par le **terrorisme** ;
- La responsabilité contractuelle ;
- Les dommages causés par le transport routier ou ferroviaire.

3. Ski nautique

La pratique du ski nautique peut être couverte par mention expresse en conditions particulières, pour autant que soient respectées les dispositions légales applicables au risque, notamment la présence obligatoire, outre du conducteur du navire, d'une personne surveillant les évolutions du ou des skieurs nautiques remorqués, et que le nombre de skieurs tractés ne dépasse pas 2 personnes par navire tracteur.

Est également comprise dans la garantie RC du skieur nautique, la responsabilité civile qui peut incomber aux assurés, dans le cadre de la vie privée en vertu des articles 1382 à 1386 bis de l'ancien Code civil et des dispositions analogues de droit étranger, en raison de dommages résultant de lésions corporelles et/ou de dégâts matériels causés aux **tiers** par la pratique d'activités ludiques telles que la traction par le navire assuré de ski-bus (banane), bouée, slidesit ou flyfish.

Est considéré comme ski nautique, les disciplines y associés : pieds nus, sur monoski, bi-skis, ski board, wakeboard.

4. Protection du navire

Si cette garantie est mentionnée dans les conditions particulières nous couvrons la protection du navire aux conditions suivantes.

4.1. Pertes et avaries

Nous couvrons, après déduction de la franchise, les pertes et avaries subies par le navire c'est-à-dire sa coque, ses appareils-moteurs ainsi que ses accessoires fixes ou nécessaires à la navigation à la suite :

- d'accident, abordage, heurt ou collision
- d'incendie ou explosion
- de toute fortune de mer : tempête, naufrage, échouement
- **terrorisme**
- d'un **vol** ou d'une tentative de vol (dans les limites définies sous 4.2.).

Si un événement est reconnu comme **terrorisme**, nos engagements contractuels sont limités conformément à la Loi du 1^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le **terrorisme**, pour autant que le **terrorisme** n'ait pas été exclu. AXA BELGIUM SA est à cet effet membre de l'asbl Terrorism Reinsurance and Insurance Pool. Les dispositions légales concernent notamment l'étendue et le délai d'exécution de nos prestations.

En ce qui concerne les risques comportant une garantie légalement obligatoire pour les dommages causés par le **terrorisme**, les sinistres causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique sont toujours exclus. Dans tous les autres cas, toutes les formes de **risque nucléaire** causées par le **terrorisme** sont toujours exclues.

Nous couvrons également le contenu du navire pour un capital supplémentaire de 20 % de la **valeur assurée** du navire avec un maximum de 50.000 EUR.

Les pertes ou avaries procédant d'un vice caché du navire sont couvertes à l'exception du remplacement ou de la réparation des pièces affectées du vice.

4.2. Vol

Nous couvrons la perte ou les avaries causées au navire par le fait ou à la suite d'un **vol** ou d'une tentative de vol.

Toutefois, seuls les accessoires fixes ou nécessaires à la navigation sont compris dans la garantie. Le **vol** d'accessoires non incorporés à la coque n'est couvert que pour autant que ceux-ci soient remisés à l'intérieur de la cabine ou d'un caisson fermés à clé et que le **vol** ait été commis **avec effraction**, usage de fausses clés ou violence.

Toujours exclu sont : de l'argent, des chèques, titres et valeurs, bijoux, fourrures, lunettes, lentilles et prothèses, montres, caméras, appareillage audio, appareillage de télécommunication portable (GSM etc.), ordinateurs portables, GPS portable, objets d'art et objets avec une valeur historique et/ou de collection.

Le moteur amovible fixé au tableau arrière du navire n'est garanti que s'il est équipé d'un dispositif antivol, dûment enclenché au moment du **sinistre**.

Pendant la période de désarmement, le **vol** des moteurs et accessoires n'est couvert que s'il a été commis **avec effraction**, usage de fausses clés ou violence dans les locaux où ils ont été remisés.

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, nous ne couvrons pas le **vol** commis par une des personnes assurées.

4.3. Exclusions

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, nous ne couvrons pas :

- les pertes et avaries résultant :
 - de la chute à l'eau des moteurs hors-bord de leur montage, démontage ou en raison d'une mise en place défectueuse ;
 - du parcours en eaux rapides ou torrentueuses ou du passage de barrages ;
 - de l'action des glaces ;
 - d'actes de vandalisme ;
 - d'un défaut de conception et/ou de construction.
- la perte de jouissance du navire, ni sa dépréciation.

4.4. Frais

4.4.1. Frais d'expertise

Nous payons les frais de l'expert que nous avons désigné.

4.4.2. Frais de sauvetage

Nous payons les frais raisonnablement exposés pour prévenir ou limiter les pertes et dommages dont les assureurs seraient redevables en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, sans toutefois excéder les indemnités dont les assureurs seraient redevables en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance.

4.4.3. Frais de mise à terre et de mise à flot

Nous supportons les frais de mise à terre et de mise à flot du navire, consécutifs à un **sinistre** garanti pour autant :

- que le montant des avaries soit supérieur à la franchise
- que la mise à terre du navire ne coïncide pas avec la fin de la période de navigation.

4.4.4. Frais d'enlèvement

Nous couvrons, jusqu'à concurrence du montant indiqué dans les conditions particulières (jusqu'à 50 % de la **valeur assurée** avec un maximum de 75.000 EUR), les frais d'enlèvement des débris du navire à la suite du naufrage ou de l'échouement de celui-ci, lorsqu'ils sont exposés sur l'injonction d'une autorité administrative compétente justifiée par la sécurité de la navigation.

Ces frais sont remboursés pour autant que le propriétaire du navire ne soit pas autorisé à répondre à cette injonction par l'abandon du navire.

4.4.5. Frais d'assistance

Nous prenons également en charge les frais d'assistance et de sauvetage du navire en détresse, jusqu'à 50 % de la **valeur assurée** avec un maximum de 75.000 EUR.

4.5. Montant de l'indemnité

1. En cas de perte totale, y compris la perte réputée totale (les frais de réparation nécessaires sont supérieurs à la valeur réelle), l'indemnisation sera la suivante :

- Pour les navires neufs jusqu'à trois ans à compter de la première mise en service : la **valeur assurée** telle qu'indiquée dans les conditions particulières ;
- Après trois ans à compter de la première utilisation : la valeur réelle.

Notre intervention ne peut être supérieure à la différence entre la valeur réelle du navire au jour du **sinistre** et celle des éléments récupérables.

2. En cas de dommage partiel, les frais de réparation nécessaires seront remboursés « sous déduction de la plus-value réalisée suite au remplacement de l'ancien par du neuf ». Cette déduction n'est pas appliquée pour les navires de moins de trois ans. Les frais de transport jusqu'au chantier le plus proche et retour occasionnés par le **sinistre** seront également remboursés.
3. Les frais de réparation ou de remplacement des voiles ou d'autres parties du gréement seront indemnisés en tenant compte d'un abattement de 20 % par année d'âge des voiles ou les autres parties du gréement.
4. La TVA ne sera remboursée que si et dans la mesure où elle a effectivement été payée pour la réparation du dommage. La TVA ne sera pas remboursée si vous avez droit à une exonération ou à une déduction de TVA.

4.6. Franchise

En cas de **sinistre** une franchise dont le montant est indiqué dans vos conditions particulières reste à votre charge pour les dégâts matériels à votre propre navire.

4.7. Navire annexe

Si cette garantie est mentionnée dans les conditions particulières, une annexe peut être assurée dans les mêmes conditions que celles stipulées dans ce chapitre « protection du navire ».

4.8. Remorque

Si cette garantie est mentionnée dans les conditions particulières, une **remorque** ou un trailer peut être assuré dans les mêmes conditions que celles stipulées dans ce chapitre « protection du navire ».

Si la remorque n'est pas sous la surveillance du preneur d'assurance et ne se trouve pas dans un espace clos (remise, garage, etc.), elle doit être sécurisée avec un verrou de timon et une pince de roue.

5. Frais d'enlèvement, d'assistance et de sauvetage

Si cette garantie est indiquée dans les conditions particulières, elle couvre à concurrence du montant indiqué dans les conditions particulières:

- les frais d'enlèvement de l'épave du navire par suite de naufrage ou d'échouement, engagés sur ordre d'une autorité administrative compétente pour la sécurité de la navigation et
- les frais d'assistance et de sauvetage du navire en détresse.

Ces frais seront remboursés dans la mesure où le propriétaire du **navire de plaisance** n'a pas la possibilité d'abandonner le navire.

6. Individuelle accidents

6.1. Objet de l'assurance

Si cette garantie est indiquée dans les conditions particulières, nous payons les sommes convenues lorsqu'un assuré subit une lésion corporelle à la suite d'un accident garanti survenu aux personnes qui ont pris place à bord du navire se trouvant à flot, y embarquent ou en débarquent, à concurrence du nombre de places indiquées dans vos conditions particulières et qui ne peuvent en aucun cas dépasser la capacité maximale homologuée pour votre navire.

Toutefois, ne bénéficient pas de la garantie, les personnes qui du fait de leur profession sont chargées du pilotage, de la réparation, de l'entretien, des essais ou de la garde du navire ou qui y exercent un travail rémunéré.

Nous intervenons, suivant les garanties souscrites et précisées en conditions particulières, en cas :

- de décès ;
- d'invalidité permanente ;
- de frais de traitement ;
- de rapatriement.

6.2. Sommes assurées

Nous garantissons l'assuré à concurrence des montants souscrits pour chaque garantie et précisés en conditions particulières par accident et par assuré victime.

6.3. Indexation

Les sommes assurées ainsi que la prime ne sont pas indexées.

6.4. Accidents garantis

Nous couvrons l'accident, c'est-à-dire tout événement soudain survenu au cours de la navigation dont la cause ou l'une des causes est extérieure à l'organisme de la victime et qui entraîne une lésion corporelle ou le décès : chute, heurt d'un obstacle, contact avec un élément du navire, noyade...

Par extension, nous couvrons les accidents survenus

- au cours de toute activité ludique effectuée par un assuré au départ du navire telle que baignade, pratique du ski nautique, trajet entre le point d'ancrage du navire et la terre ferme ;
- au cours du sauvetage de personnes ou de biens en péril en mer.

Nous couvrons également les accidents dont les assurés sont victimes et résultant des événements exceptionnels suivants :

- catastrophes naturelles, industrielles ou technologiques ;
- agressions ;
- actes de **terrorisme**, conformément à la loi du 1^{er} avril 2007 ;
- **mouvements populaires, émeutes ou sabotage** ;

en dehors de toute participation active de l'assuré ou du bénéficiaire à ces événements.

Nous ne couvrons pas :

- les maladies (y compris les affections cardio-vasculaires et vasculaires-cérébrales, affections tendineuses et musculaires, pathologies disco-vertébrales et rhumatismales, hernies de toutes natures), leurs suites et leurs conséquences sauf si ces maladies résultent directement de l'accident garanti ;
- les maladies suivantes, même si elles résultent directement de l'accident garanti :
 - chikungunya ;
 - dengue ;
 - paludisme ;
 - trypanosomiase.

- les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail ;
- les accidents survenant dans le cadre de la pratique d'un sport exercé à titre professionnel, à savoir dont la rémunération et/ou le total des avantages reçus de la part de sponsors atteint ou dépasse le montant fixé annuellement par arrêté royal pris en exécution de l'article 2,
- § 1^{er}, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail ;
- les conséquences des accidents dont nous établissons qu'ils résultent du cas suivant de faute lourde de l'assuré :
 - sortie en navire malgré l'interdiction par les autorités compétentes ;
- le suicide ou la tentative de suicide d'un assuré.

6.5. Modalités d'indemnisation

A partir du moment où les garanties sont acquises et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons aux prestations suivantes :

6.5.1. En cas de décès :

Nous intervenons à condition que le décès du ou des assurés soit la conséquence exclusive de l'accident.

Nous remboursons par assuré décédé le montant indiqué en conditions particulières réparti par parts égales aux ayants-droits.

En aucun cas, les bénéficiaires ou ayants-droits ne peuvent prétendre à une quelconque indemnité pour les préjudices subis par l'assuré victime d'un accident garanti pendant les jours de survie précédant son décès.

6.5.2. En cas d'invalidité permanente :

En cas d'accident garanti, nous prenons en compte à concurrence du montant indiqué en conditions particulières et par assuré blessé, les conséquences de ses dommages corporels en cas d'invalidité personnelle permanente, à savoir la réduction définitive du potentiel physique, psycho-sensoriel ou intellectuel résultant de l'atteinte à l'intégrité physico-psychique médicalement constatable. Le capital fixé sera payé à l'assuré blessé, proportionnellement au taux d'invalidité permanente et sans déduction de franchise.

Toutefois, pour tout taux d'invalidité permanente de 66% ou plus, le capital assuré sera payé à 100%. Aucune indemnité ne sera versée pour les préjudices temporaires antérieurs à la consolidation.

6.5.3. En cas de soins médicaux entraînant des frais de traitement :

Sur présentation des justificatifs, nous remboursons les frais de traitement exposés jusqu'à concurrence du montant indiqué en conditions particulières et par assuré blessé, le cas échéant après déduction des prestations obtenues de tout tiers-payeur (notamment organisme social ou assurance spécifique).

On entend par frais de traitement les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, d'ambulance et de première prothèse, rendus nécessaires par un accident garanti et supportés jusqu'à la date de consolidation.

Une franchise de 80 EUR par **sinistre** reste à votre charge.

6.5.4. En cas d'accident à l'étranger nécessitant le rapatriement ou le déplacement d'un proche :

Sur présentation des justificatifs, nous remboursons jusqu'à concurrence de 650 EUR par assuré blessé :

- les frais de rapatriement de l'assuré victime en Belgique si le médecin l'estime nécessaire pour favoriser sa guérison
- ou les frais de déplacement d'un proche de la Belgique vers le lieu d'hospitalisation et son retour, si l'état de l'assuré victime justifie une présence à son chevet.

6.6. Contestations

En cas de contestations d'ordre médical, une expertise amiable est organisée.

A cet effet, chaque partie désigne un médecin-conseil de son choix. En cas de divergence entre eux, ils désignent un troisième médecin chargé de les départager. Leur décision est souveraine et irrévocable.

Si les deux médecins-conseil désignés ne parviennent pas à s'accorder sur le choix du troisième médecin, celui-ci sera désigné par le président du tribunal à la requête de la partie la plus diligente et agissant en référé.

Chaque partie supporte les honoraires du médecin-conseil qu'elle a désigné ainsi que la moitié des débours et honoraires du troisième médecin et des coûts d'examens spécialisés.

6.7. Précisions importantes

Pour l'évaluation des préjudices et le calcul de nos prestations, seul le taux d'incapacité permanente défini ci-dessus et imputable à l'accident est pris en compte.

Si un état antérieur ou une maladie préexistante ou intercurrente aggravent les conséquences d'un accident, nous n'indemnisons que les suites que celui-ci aurait eues en leur absence.

Si, au moment de l'accident, le nombre de personnes indiqué en conditions particulières est dépassé, les indemnités sont réduites dans le rapport suivant :

$$\frac{\text{nombre maximum de personnes indiqué en conditions particulières}}{\text{nombre des personnes effectivement présentes à bord du navire}}$$

Ce dernier nombre comprend les personnes qui se trouvaient effectivement à bord du navire, y embarquaient ou en débarquaient ; il n'est toutefois pas tenu compte des enfants de moins de quatre ans et les enfants de quatre à quinze ans sont considérés comme occupant une demi-place chacun.

6.8. Recours contre les tiers responsables

Les indemnités que nous vous versons s'ajoutent à celles que vous pouvez réclamer à un éventuel **tiers** responsable, sauf celles qui concernent les frais de traitement, que nous récupérerons à charge de celui-ci en vertu d'une subrogation légale.

7. Protection juridique

Cette garantie n'est d'application que pour autant que vos conditions particulières indiquent que vous l'avez souscrite.

Les **sinistres** en protection juridique sont gérés par LEGAL VILLAGE S.A., Rue de la Pépinière, 25 B-1000 Bruxelles (Belgique), BCE BE 0403 250 774 RPM Bruxelles. Tél.: 02 678 55 50 – fax: 02 678 53 60, info@legalvillage.be société spécialisée dans le traitement des **sinistres** relatifs à l'assurance protection juridique.

AXA Belgium confie à LEGAL VILLAGE la gestion des **sinistres** afférents à l'ensemble des contrats de son portefeuille d'assurances de la branche protection juridique, conformément aux dispositions de l'article 4.b de l'arrêté royal du 12 octobre 1990 relatif à l'assurance protection juridique.

7.1. Définitions

- **Tiers**
toute personne autre que les assurés.
- **Seuil d'intervention**
Montant minimum du dommage initial en deçà duquel aucune intervention de notre part n'est due. Le seuil d'intervention ne s'applique pas pour les litiges qui ne sont pas évaluables en argent.

7.2. L'objet de la garantie Protection juridique

- Prévention et information juridique : en prévention de tout litige ou différend, nous vous informons sur vos droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts.
- Défense amiable et/ou judiciaire des intérêts juridiques : dans le cadre de la couverture choisie par vous, nous nous engageons, aux conditions du présent contrat, à vous aider, en cas de **sinistre** survenu en cours de contrat, à faire valoir ses droits à l'amiable ou, si nécessaire, par une procédure appropriée, en vous fournissant des services et en prenant en charge les frais qui en résultent.

7.3. Appui juridique – Prevention & Advice Services (PAS)

LEGAL VILLAGE Info :
078 / 15 15 56

Objet de l'appui juridique : prévention et information juridique. En prévention ou en information de tout **sinistre** ou différend, nous vous informons sur vos droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts.

- **L'appui juridique téléphonique général - Legal Village Info**

Il s'agit d'un service de renseignements juridiques de première ligne par téléphone.

Les questions juridiques font l'objet d'une explication juridique sommaire et synthétique dans un langage accessible par tous. La nature juridique des questions qui peuvent être soumises à l'appui juridique téléphonique est déterminée par l'étendue des garanties souscrites dans le cadre de la présente police en vigueur.

- **Organisation de l'appui juridique.**

Les divers services de l'appui juridique sont accessibles du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés ou circonstances exceptionnelles, au numéro de téléphone au 078/15.15.56.

- **Mise en relation avec un professionnel spécialisé**

Il s'agit dans la mise en relation de l'assuré avec un professionnel spécialisé (avocat ou expert) pour un domaine juridique qui ne rentre pas dans la couverture de l'assurance Protection juridique. L'intervention consiste sur base d'un entretien téléphonique à proposer une série d'avocats ou d'experts spécialisés dans les domaines qui font l'objet de **sinistres**.

L'intervention a pour seul but de vous communiquer les coordonnées d'un ou plusieurs professionnel(s) spécialisé(s), mais nous ne pouvons être tenus responsables de la qualité et du prix des interventions effectuées par le prestataire contacté par vous-même.

7.4. Protection Juridique

Objet de la protection juridique : défense amiable et/ou judiciaire des intérêts juridiques

DEFENSE AMIALE DES INTERETS JURIDIQUES.

Nous nous engageons, aux conditions telles que prévues ci-dessous, à aider l'assuré, en cas de **sinistre** couvert, à faire valoir ses droits à l'amiable ou, si nécessaire, par une procédure appropriée, en lui fournissant des services et en prenant en charge les frais qui en résultent.

DEFENSE JUDICIAIRE DES INTERETS.

Nous nous engageons, aux conditions telles que prévues ci-dessous et en l'absence de solution amiable, à prendre en charge les frais qui résultent de la défense en justice de vos intérêts.

Nous couvrons :

- La défense pénale de l'assuré lorsqu'il est poursuivi du chef d'infractions aux lois, arrêtés, décrets et/ou règlements en raison de dommages corporels ou de dégâts matériels causés au **tiers** en sa qualité de propriétaire, détenteur, gardien ou utilisateur du navire décrit en conditions particulières en ce compris, moyennant mention expresse en conditions particulières, lors de la pratique du ski nautique. Toutefois, nous n'assumons pas la défense pénale de l'assuré âgé de plus de 16 ans au moment des faits pour :
 - les crimes et les crimes correctionnalisés
 - les autres infractions intentionnelles à moins qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ait prononcé l'acquittement.
 Les **sinistres** causés par le **terrorisme** sont exclus.

- Le recours civil de l'assuré lorsque, en sa qualité de propriétaire, détenteur, gardien ou utilisateur du navire décrit en conditions particulières en ce compris, moyennant mention expresse en conditions particulières, lors de la pratique du ski nautique, il revendique l'indemnisation de dommages corporels et de dégâts matériels engageant la responsabilité civile d'un **tiers**, exclusivement sur base des articles 1382 à 1386 bis de l'aivoire
- \$ncien Code Civil et des dispositions analogues de droit étranger. En cas de recours civil, les **sinistres** causés par le **terrorisme** ne sont pas exclus.

Si un événement est reconnu comme **terrorisme**, nos engagements contractuels sont limités conformément à la Loi du 1^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le **terrorisme**, pour autant que le **terrorisme** n'ait pas été exclu. Les dispositions légales concernent notamment le délai d'exécution des prestations.

- **Prestation Complémentaire – Loi Salduz**

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré dans le contrat pour un montant maximum de 2.500 euros par **sinistre** et par année

Nous ne couvrons pas :

La garantie n'est pas acquise lorsque **le sinistre** :

- Survient à l'occasion d'**émeutes**, de troubles civils, de tous **actes collectifs de violence**, d'inspiration politique, idéologique ou sociale accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ou tous pouvoirs institués, sauf si l'assuré n'y a pris aucune part active ou volontaire. Nous devons apporter la preuve du fait qui nous exonère de notre garantie ;
- Survient à l'occasion d'une guerre civile ou d'une guerre, c'est-à-dire d'une action offensive ou défensive d'une puissance belligérante ou tout autre événement à caractère militaire, sauf si l'assuré n'y a pris aucune part active ou volontaire. Nous devons apporter la preuve du fait qui nous exonère de notre garantie ;
- Survient à l'occasion de réquisition sous toute forme d'occupation totale ou partielle du bien assuré par une force militaire ou de police ou par des combattants réguliers ou irréguliers ;
- Est causé par tout fait ou succession de faits de même origine dès lors que ce(s) fait(s) ou certains des dommages causés proviennent ou résultent des propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou déchets radioactifs ainsi que par les **sinistres** résultant directement ou indirectement de toute source de radiations ionisantes ;
- Résulte d'un fait intentionnel de l'assuré.

La garantie n'est acquise que :

- si le **sinistre** survient après la prise d'effet du contrat, sauf si nous prouvons qu'au moment de la conclusion du contrat, l'assuré était ou aurait raisonnablement pu être au courant des faits qui donnent naissance à ces besoins.

La garantie n'est pas acquise lorsque :

- la défense des intérêts de l'assuré porte sur des droits qui lui ont été cédés après la survenance du **sinistre**
- le **sinistre** concerne les droits de **tiers** que l'assuré ferait valoir en son propre nom
- l'assuré a la qualité de caution ou d'aval
- la défense des intérêts de l'assuré porte sur un recouvrement de créance ou un règlement de dette constituant la seule inexécution fautive d'obligations contractuelles dans le chef de l'assuré ou du **tiers** débiteur ; de même, sont exclues de la garantie les conséquences qui en découlent.

La garantie n'est pas acquise en cas de :

- Poursuites pénales pour tout fait intentionnel de l'assuré. Néanmoins pour les contraventions et délits, la garantie sera cependant acquise à posteriori s'il résulte de la décision judiciaire définitive que le fait intentionnel n'a pas été retenu
- Litige avec nous, sauf ce qui est prévu au point 7.10. *Divergence d'opinion*.
- Le paiement des amendes judiciaires, fiscales, transactionnelles administratives et de leurs accessoires est exclu de la garantie.

La garantie ne s'applique pas :

- Aux dommages subis par les choses transportées à titre onéreux
- Lorsque nous démontrons que le **sinistre** résulte d'une faute lourde dans le chef de l'assuré énumérées ci-après : coups et blessures volontaires, fraude et/ou escroquerie, vol, violence, agression, vandalisme, transport de drogue, transport de biens de contrebande ou traite d'êtres humains. Cependant, la garantie sera acquise en cas d'acquiescement de l'assuré par une décision judiciaire définitive qui à force de la chose jugée
- Pour les **sinistres** relatifs à la conduite d'un navire pendant une période de déchéance de l'autorisation administrative de naviguer

- Pour les **sinistres** relatifs aux poursuites pénales d'un assuré pour des crimes ou des crimes correctionnalisés
- lorsque le navire est donné en location
- lorsque le navire est utilisé à d'autres fins que la navigation de plaisance à titre récréatif
- lorsque les **sinistres** résultent de l'exercice de la contrebande, la violation du blocus, des actes de piraterie, la traite des êtres humains, ou tous autres actes illicites
- lorsque le **sinistre** survient pendant la préparation ou la participation à des concours de vitesse de ski nautique ou pour navire à moteur, ainsi que pendant la pratique du ski nautique aérien ou tout autre ski nautique utilisant des moyens permettant au skieur de quitter la surface de l'eau
- Pour les contestations faisant l'objet du **sinistre** portent sur la copropriété du navire désigné
- Si le **sinistre** survient alors que le navire est conduit par une personne qui ne remplit pas les conditions légalement requises pour naviguer. Cependant, la garantie défense pénale reste acquise à l'assuré en cas d'acquittement
- Si le **sinistre** survient alors que le **navire de plaisance** n'est pas légalement admis à la navigation. Cependant, la garantie reste acquise à l'assuré qui prouve qu'il n'y a pas de lien causal entre ces circonstances et le **sinistre**, ou qu'il n'avait pas ou ne devait raisonnablement pas avoir connaissance de ces circonstances
- Si les dommages sont causés aux marchandises et objets transportés par le navire assuré, à titre onéreux.

7.5. Insolvabilité des tiers

Lorsque l'assuré est victime d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Saint Marin, Andorre, Malte, Monaco et au Royaume Uni et causé par un **tiers** dûment identifié et insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 6.250 € par **sinistre**, les indemnités incombant à ce **tiers** responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation est limitée à la partie incontestablement due et constatée de commun accord entre vous et nous. Notre éventuelle prestation supplémentaire sera uniquement due sur base d'un jugement définitif vous accordant le remboursement des dommages résultant de cet accident.

La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel et ou le dommage corporel que l'assuré a encouru résulte de **terrorisme**, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence ou de vandalisme. Nous vous aiderons pour introduire votre dossier et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être faite.

7.6. Etendue de notre garantie dans le temps

Nous intervenons pour les **sinistres** consécutifs à un événement survenu pendant la durée de validité du contrat, pour autant toutefois que l'assuré n'ait pas eu connaissance de la situation donnant naissance au **sinistre** antérieurement à la souscription du contrat, ou qu'il prouve qu'il lui était impossible d'avoir connaissance de ladite situation avant cette date.

En cas de recours civil extra-contractuel, le **sinistre** est considéré comme survenu au moment où se produit le fait dommageable. Dans tous les autres cas, le **sinistre** est considéré comme survenu au moment où l'assuré, son adversaire ou un **tiers** a commencé ou est supposé avoir commencé à contrevenir à une obligation ou prescription légale ou contractuelle.

Le **sinistre** doit nous être déclaré au plus tard 60 jours après le terme du contrat, sauf si l'assuré établit qu'il nous a avertis aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire.

7.7. Déclaration de sinistre – Droits et Obligations

- Vous devez nous déclarer ses circonstances et ses causes connues ou présumées dès que possible. Toutefois, nous ne pouvons-nous prévaloir du non-respect du délai si le **sinistre** a été déclaré aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire.
- Vous devez nous communiquer avec la déclaration ou dès réception :
 - toutes les pièces et informations concernant le **sinistre** ;
 - tout élément de preuve nécessaire à l'identification de l'adversaire, à la gestion du dossier et à la justification de la cause et du montant de la réclamation ;
 - tout renseignement sur la nature, les causes, les circonstances ou conséquences du **sinistre** qui nous permette d'en avoir une idée exacte.
- Vous nous transmettez tout renseignement, document ou justificatif nécessaires, afin de nous permettre de rechercher une solution amiable satisfaisante et de nous aider à défendre efficacement vos intérêts.
- Vous supportez les conséquences d'une communication tardive ou incomplète, qui ne nous permettrait pas d'être à même d'assumer correctement nos engagements.
- Si le règlement amiable s'avère irréalisable, vous déciderez de commun accord avec nous, de la suite à réserver au dossier, le cas échéant suivant les modalités prévues sous point 7.10. *Divergence d'opinion*.
- Vous restez toujours seul maître de votre **sinistre**. Vous pouvez transiger avec toute personne avec laquelle vous êtes en litige ou accepter d'elle des indemnités, sans en référer à nous, mais vous vous engagez en ce cas à rembourser les sommes qui nous reviennent et les débours que nous aurions faits dans l'ignorance de la transaction.
- Cependant, les frais de tout mandataire désigné ou de toute procédure engagée sans notre accord écrit ne nous incombent pas, sauf en cas de mesures conservatoires urgentes et raisonnables.
- Si vous ne remplissez pas vos obligations et qu'il en résulte un préjudice pour nous, nous pourrions prétendre à une réduction de notre prestation à concurrence du préjudice subi.
- Nous déclinons la garantie si, dans une intention frauduleuse, vous n'avez pas rempli vos obligations.

7.8. Libre choix de l'avocat et de l'expert

- Nous et le Bureau de règlement avons la faculté d'effectuer toute démarche en vue de mettre fin au **sinistre** à l'amiable.
- L'assuré a la liberté de choisir, lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure pour défendre, représenter et servir ses intérêts.
- Dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlement des conflits, l'assuré a la liberté de choisir une personne ayant les qualifications requises et désignée à cette fin.
- Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts avec nous ou le Bureau de règlement, Le Bureau de règlement informe l'assuré de sa liberté de choisir, pour la défense de ses intérêts, un avocat ou, s'il le préfère, toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure.
- Cependant, si, pour une affaire qui doit être plaidée en Belgique, l'assuré porte son choix sur un avocat non inscrit à un barreau belge, il supportera lui-même les frais supplémentaires qui résulteraient de ce choix.
- Il en sera de même si, pour une affaire qui doit être plaidée en pays étranger, l'assuré porte son choix sur un avocat non inscrit à un barreau du pays dans lequel l'affaire doit être plaidée.
- S'il convient de désigner un expert, l'assuré a la faculté de choisir librement cet expert. Toutefois, si l'assuré porte son choix sur un expert exerçant dans un pays autre que celui où la mission doit être effectuée, il supportera lui-même les frais et honoraires supplémentaires qui résultent de ce choix.

- Lorsque plusieurs assurés possèdent des intérêts convergents, ils se mettent d'accord pour désigner un seul avocat ou un seul expert. A défaut d'accord sur le choix du conseiller, le libre choix est exercé par vous.
- L'assuré qui fait choix d'un conseiller doit communiquer le nom et adresse de ce dernier en temps opportun, pour que le Bureau de règlement puisse le contacter et lui transmettre le dossier qu'il a préparé.
- L'assuré tient le Bureau de règlement informé de l'évolution du dossier, le cas échéant par son conseiller. A défaut, après avoir rappelé cet engagement à l'avocat de l'assuré, le Bureau de règlement ou nous sommes dégagés de nos obligations dans la mesure du préjudice qu'ils prouveraient avoir subi du fait de ce manque d'information.
- Nous prenons en charge les frais et honoraires qui résultent de l'intervention d'un seul avocat ou expert. Cependant, cette limitation n'est pas d'application si l'intervention d'un autre avocat ou expert est justifiée par des raisons qui ne dépendent pas de la volonté de l'assuré.
- En aucun cas, Nous et le Bureau de règlement ne sommes responsables des activités des conseillers externes (avocat, expert, ...) intervenant pour l'assuré.

7.9. Paiement des débours, honoraires et frais

- Nous prenons en charge les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré, à savoir :
 - les honoraires et frais d'avocat, huissier de justice, médiateur, arbitre, toutes autres personnes ayant les qualifications requises par la loi d'expert, en ce compris la TVA qui ne fait pas l'objet d'une récupération par l'assuré en vertu de son assujettissement;
 - les frais de procédure judiciaire, administrative ou autre qui restent à charge de l'assuré, y compris les frais et honoraires résultant d'une procédure d'exécution et les frais afférents à l'instance pénale ;
 - les frais qui restent à charge de l'assuré pour l'homologation de l'accord de médiation;
 - la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne uniquement pour des affaires civiles non dispensées. N'est pas prise en charge, la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne pour les affaires pénales
- L'assuré s'engage à ne jamais marquer accord, sans le consentement préalable du Bureau de règlement, sur le montant d'un état de frais et honoraires ; le cas échéant et sur demande du Bureau de règlement, l'assuré sollicite de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue, à nos frais, sur l'état de frais et honoraires. A défaut, le Bureau de règlement se réserve la faculté de limiter le paiement du montant nous incombant au titre de débours, honoraires et frais, dans la mesure du préjudice subi.
- L'assuré qui obtient le paiement de frais ou dépens nous revenant les restitue au Bureau de règlement qui en poursuit la procédure ou l'exécution, à nos frais et ce sur l'avis du Bureau de règlement, jusqu'à ce qu'il ait obtenu ces remboursements. A cette fin, Nous sommes subrogés dans les droits que l'assuré possède contre les **tiers** une action en remboursement, le cas échéant exercée en son nom par nous des frais que nous avons avancés.
- Si le montant des frais et honoraires ou des débours est supérieur au maximum prévu par la garantie, notre intervention s'effectue en priorité en votre faveur, ensuite de votre conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle vous cohabitez et enfin de leurs enfants cohabitants ou fiscalement à charge.
- Nous ne prenons pas en charge le paiement des amendes judiciaires, fiscales, transactionnelles et administratives et de leurs accessoires.

7.10. Divergence d'opinion

- En cas de divergence d'opinion entre vous et nous quant à l'attitude à adopter pour régler le **sinistre**, vous pouvez, sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, consulter un avocat de votre choix, après que nous vous aurons notifié, par avis motivé, notre point de vue ou notre refus de suivre votre thèse et vous aurons rappelé l'existence de cette procédure.
- Si l'avocat confirme notre position, vous êtes néanmoins remboursé de la moitié des frais et des honoraires de cette consultation.
- Si, contre l'avis de cet avocat, vous engagez à vos frais une procédure et obtenez un meilleur résultat que celui que vous auriez obtenu si vous aviez accepté notre point de vue, nous fournissons la garantie et remboursons les frais et honoraires qui sont restés à votre charge.
- Si l'avocat consulté confirme votre thèse, nous fournissons, quelle que soit l'issue de la procédure, la garantie, y compris les frais et honoraires de la consultation restés à votre charge.

7.11. Obligation d'information

Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts ou qu'il y a désaccord quant au règlement du **sinistre**, nous vous informons respectivement :

- du droit visé au point 7.8. *Libre choix de l'avocat et de l'expert*
- de la faculté de recourir à la procédure visée au point 7.10. *Divergence d'opinion*.

7.12. Droits entre assurés

- Lorsqu'un assuré autre que vous, preneur d'assurance, veut faire valoir des droits contre un autre assuré, la garantie n'est pas acquise.
- Cependant, le recours civil extra-contractuel sera couvert lorsque le dommage est réellement pris en charge par un assureur de responsabilité civile, sauf si vous ou un de vos proches, dont la responsabilité est recherchée, vous y opposez parce qu'une cause de déchéance peut être invoquée par l'assureur de responsabilité civile.

7.13. Prescription

- Le délai de prescription de toute action dérivant du présent contrat d'assurance est de 3 ans.
- Le délai court à partir du jour de l'événement qui donne ouverture à l'action.
- Toutefois, lorsque celui à qui appartient l'action prouve qu'il n'a eu connaissance de cet événement qu'à une date ultérieure, le délai ne commence à courir qu'à cette date, sans pouvoir excéder 5 ans à dater de l'événement, le cas de fraude excepté.
- Si la déclaration de **sinistre** a été faite en temps utile, la prescription est interrompue jusqu'au moment où l'assureur a fait connaître sa décision par écrit à l'autre partie.

7.14. Montant de notre garantie

Notre garantie est limitée à 50.000 EUR par **sinistre**. En cas de recours par l'assuré à une procédure de règlement de **sinistre** par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi sur la médiation, le montant indiqué ci-dessous est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non. Lorsque plusieurs assurés sont impliqués dans un **sinistre**, vous déterminez les priorités à accorder dans l'épuisement du montant de la garantie. Lorsqu'un assuré autre que vous-même veut faire valoir des droits contre un autre assuré, la garantie n'est pas acquise.

Nous prenons en charge :

- Nous prenons en charge les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré, à savoir:
 - les honoraires et frais d'avocat, huissier de justice, médiateur, arbitre, toutes autres personnes ayant les qualifications requises par la loi d'expert, en ce compris la TVA qui ne fait pas l'objet d'une récupération par l'assuré en vertu de son assujettissement;
 - les frais de procédure judiciaire, administrative ou autre qui restent à charge de l'assuré, y compris les frais et honoraires résultant d'une procédure d'exécution et les frais afférents à l'instance pénale;
 - les frais qui restent à charge de l'assuré pour l'homologation de l'accord de médiation;
 - la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne uniquement pour des affaires civiles non dispensées. N'est pas prise en charge, la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne pour les affaires pénales.
- L'assuré s'engage à ne jamais marquer accord, sans le consentement préalable du Bureau de règlement, sur le montant d'un état de frais et honoraires ; le cas échéant et sur demande du Bureau de règlement, l'assuré sollicite de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue, à nos frais, sur l'état de frais et honoraires. A défaut, le Bureau de règlement se réserve la faculté de limiter le paiement du montant nous incombant au titre de débours, honoraires et frais, dans la mesure du préjudice subi.
- L'assuré qui obtient le paiement de frais ou dépens nous revenant les restitue au Bureau de règlement qui en poursuit la procédure ou l'exécution, à nos frais et ce sur l'avis du Bureau de règlement, jusqu'à ce qu'il ait obtenu ces remboursements. A cette fin, Nous sommes subrogés dans les droits que l'assuré possède contre les tiers une action en remboursement, le cas échéant exercée en son nom par nous des frais que nous avons avancés.
- Si le montant des frais et honoraires ou des débours est supérieur au maximum prévu par la garantie, notre intervention s'effectue en priorité en votre faveur, ensuite de votre conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle vous cohabitez et enfin de leurs enfants cohabitants ou fiscalement à charge.

Nous ne prenons pas en charge :

- les frais et honoraires engagés par l'assuré avant la déclaration de sinistre ou ultérieurement sans nous avertir.
- le paiement des amendes judiciaires, fiscales, transactionnelles et administratives et de leurs accessoires.
- les frais et honoraires liés à une procédure menée devant une juridiction internationale, supranationale ou devant la Cour Constitutionnelle.

7.15. Subrogation

Nous sommes subrogés dans les droits et actions de l'assuré contre tout **tiers** responsable pour les sommes que nous avons prises en charge. Comme nous sommes subrogés des sommes que nous avons avancé, l'éventuelle indemnité de procédure nous revient également.

8. Exclusions communes

8.1. Pour toutes les garanties, à l'exception de la garantie Protection juridique pour laquelle ces exclusions sont reprises dans le chapitre garantie Protection juridique, nous ne couvrons jamais:

1. les transactions avec le Ministère Public, les amendes judiciaires, administratives ou économiques ainsi que les frais de justice en matière répressive
2. les pertes et avaries ainsi que les dommages aux **tiers** et aux personnes transportées :
 - a) lorsqu'ils résultent de la responsabilité personnelle de l'assuré ayant atteint l'âge de 16 ans qui a causé intentionnellement le **sinistre**. La responsabilité des parents assurés pour leur enfant mineur reste toutefois couverte. Nous pouvons récupérer nos **dépenses nettes limitées** auprès de cet enfant à partir de sa majorité
 - b) lorsque nous établissons qu'ils résultent, dans le chef d'un assuré ayant atteint l'âge de 16 ans, de l'une des fautes lourdes énumérées ci-après :
 - intoxication alcoolique d'un taux supérieur à 1,5 g/l de sang, ivresse ou état analogue causé par l'utilisateur de produits autres que des boissons alcoolisées
 - paris ou défis
 - dommages commis à l'occasion de crimes ou délits volontaires

La responsabilité des parents assurés pour leur enfant mineur reste toutefois couverte.

Nous pouvons récupérer nos **dépenses nettes limitées** auprès de cet enfant à partir de sa majorité.

3. les pertes, avaries et dommages résultant d'un **risque nucléaire**.
4. toutes les conséquences de la corrosion, de l'action galvanique ou de toute autre dégradation graduelle de l'environnement, sauf si elles résultent d'un sinistre couvert.

8.2. En outre, en ce compris pour la garantie Protection juridique, nous ne couvrons jamais:

1. Les pertes et avaries ainsi que les dommages aux **tiers** et aux personnes transportées :
 - a) lorsque le navire est donné en location ou en affrètement (chartering) ;
 - b) lorsque le navire est utilisé à d'autres fins que la navigation de plaisance à titre récréatif ;
 - c) lorsqu'ils résultent de la vétusté, ou du mauvais état de la coque ou des appareils moteurs du navire ;
 - d) lorsque le navire se prépare ou participe à des compétitions autres que régates pour voiliers, ainsi que des essais et entraînements en vue de ces épreuves ;
 - e) lorsqu'ils résultent de l'exercice de la contrebande, la violation du blocus, des actes de piraterie, la traite des êtres humains, ou tous autres actes illicites.
2. Les pertes, avaries et dommages résultant d'**actes collectifs de violence**, d'**émeute**, de **mouvement populaire**, de **sabotage**, de **conflit du travail**, de capture, de saisie, d'explosion de mines, de torpilles ou d'autres engins de guerre, ainsi que de tous actes de piraterie
3. Les **sinistres** survenus alors que :
 - la personne chargée de la navigation n'est pas titulaire des certificats d'aptitude exigés par les autorités. La responsabilité des parents assurés pour leur enfant âgé de moins de 16 ans au moment des faits reste toutefois couverte. Nous pouvons récupérer nos **dépenses nettes limitées** auprès de cet enfant à partir de sa majorité ;
 - le nombre de personnes transportées - sauf en cas d'assistance - dépasse la capacité du navire compris dans l'assurance ;
 - les moyens de sauvetage se trouvant à bord du navire compris dans l'assurance ne sont pas en nombre suffisant pour toutes les personnes transportées.

8.3 Les pertes ou dommages causés en toute ou partie directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, système informatique, virus (code) informatique ou tout autre système informatique malveillant. Cette exclusion ne s'applique pas auxdites pertes, dommages, causés en toute ou partie, directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, d'un système informatique ou de tout autres système informatique s'il ne s'agit pas d'une attaque cybernétique malveillante.

Chapitre 2 - La prime

1. Modalités de paiement de la prime

Lors de la prise d'effet du contrat, à chaque échéance ou lors de l'émission de nouvelles conditions particulières vous recevez une invitation à payer ou un avis d'échéance.

La prime comprend d'une part son montant net et d'autre part les taxes, les contributions et les frais.

2. Non-paiement de la prime

Le non-paiement de la prime peut avoir des conséquences graves.

Il peut en effet entraîner notamment la suspension de nos garanties ou la résiliation de votre contrat suivant les dispositions de la loi.

En cas de non-paiement de la prime, vous pouvez nous être redevable de frais administratifs comme mentionné dans la lettre recommandée et l'**envoi recommandé**.

3. Indivisibilité

La prime annuelle du présent contrat tient compte du caractère saisonnier de l'activité couverte ; elle n'est dès lors pas divisible. Il s'en suit que les primes payées ou encore à payer relatives à l'année d'assurance en cours nous restent acquises ou dues en cas de suspension du contrat.

En cas d'annulation du contrat en cours d'année d'assurance pour cause de disparition du risque suite à la vente (moyennant présentation de la facture de vente) ou à la mise en perte totale (moyennant attestation d'un expert) du navire assuré, la portion de prime non absorbée sera calculée en fonction de l'intensité du risque et de la durée effectivement couverte.

Chapitre 3 – Sinistres

1. Notre droit de recours

Dans toutes les assurances de responsabilité civile, nous nous réservons un droit de recours contre vous et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que vous dans tous les cas où, en vertu de la loi ou du contrat d'assurance, nous aurions pu refuser ou réduire nos prestations mais où nous devons néanmoins indemniser la victime.

Le recours porte sur le paiement des indemnités au paiement desquelles nous sommes tenus en principal ainsi que sur les frais judiciaires et sur les intérêts.

2. Subrogation

Après avoir payé l'indemnité, nous sommes subrogés, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions de l'assuré ou du bénéficiaire contre les **tiers** responsables du dommage.

Si, par le fait de l'assuré ou du bénéficiaire, la subrogation ne peut plus produire ses effets en notre faveur, nous pouvons lui réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

Notre droit de subrogation concerne les **sinistres** relevant des garanties : Pertes et Avaries, Frais d'enlèvement, d'assistance et de sauvetage, **Vol** et Individuelle accidents, mais uniquement en ce qui concerne cette dernière, pour l'indemnisation des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.

La subrogation en matière de garantie Protection juridique est prévue dans le chapitre spécifique à la garantie Protection juridique (point 6.8).

3. Vos obligations en cas de sinistre

En cas d'inobservation de ces obligations, selon le cas, nous réduirons, voire supprimerons les indemnités et/ou interventions dues ou nous vous réclamerons le remboursement des indemnités et/ou frais payés afférents aux sinistres.

3.1. En cas de sinistre, vous-même ou, le cas échéant, l'assuré, vous engagez à déclarer le sinistre:

- dès que possible et en tout cas au plus tard dans les huit jours, nous donner avis de la survenance du **sinistre** ;
- collaborer au règlement du **sinistre** ;
- nous fournir sans retard tous renseignements utiles et répondre aux demandes qui vous sont faites pour déterminer les circonstances et fixer l'étendue du **sinistre**, réduire les conséquences du **sinistre** ;
- prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du **sinistre**.

3.2. en Responsabilité civile :

- nous transmettre tout acte judiciaire ou extrajudiciaire relatif à un **sinistre** dès sa notification, sa signification ou sa remise à l'assuré
- comparaître en justice ou se soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par le tribunal
- s'abstenir de toute indemnisation ou promesse d'indemnisation de la personne lésée sans notre accord.

L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent toutefois être une cause de refus de notre garantie.

3.3. en Pertes et avaries :

- avant toute réparation, nous soumettre un devis estimatif pour nous permettre d'apprécier la nécessité d'une expertise.ba

3.4. en Vol :

- déposer plainte immédiatement auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes ;
- en outre, si le **vol** survient à l'étranger, porter plainte dès que possible auprès des autorités judiciaires belges.

3.5. en Protection juridique :

- vos obligations sont définies dans le chapitre spécifique à la garantie Protection juridique.

4. Nos obligations en cas de sinistre

A partir du moment où les garanties sont acquises et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons :

4.1. en Responsabilité civile :

- à prendre fait et cause pour l'assuré dès qu'il fait appel à notre garantie.
En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où nos intérêts et ceux de l'assuré coïncident, nous avons le droit de combattre, à la place de l'assuré, la réclamation de la personne lésée. Nous pouvons indemniser cette dernière s'il y a lieu.
Ces interventions n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité dans le chef de l'assuré et ne peuvent lui causer préjudice.
- à payer l'indemnité due en principal à concurrence de la garantie.

Nous payons, même au-delà des limites de la garantie :

- 1° les intérêts afférents à l'indemnité due en principal;
- 2° les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par nous ou avec notre accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable à l'assuré, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

4.2. en Pertes et avaries :

- à évaluer et indemniser le dommage au navire assuré.
En cas de discussion sur la valeur du navire ou sur la cause ou l'importance des avaries indemnissables, chaque partie désignera son expert.
Faute d'arriver à un accord, les experts désigneront un troisième expert.
Si l'une des parties ne nomme pas son expert ou si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, à la requête de la partie la plus diligente.
Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert; ceux du troisième expert sont partagés par moitié.
- à payer l'indemnité à la personne qui a pris en charge les frais de réparation, sur présentation des factures ou autres justifications de la dépense.

4.3. en Vol :

- à payer l'indemnité à l'expiration d'un délai de trente jours à partir du jour de la déclaration du **sinistre**.
Si, après ce délai, le navire est retrouvé, il devient notre propriété. Cependant, l'assuré a la faculté de le reprendre contre remboursement de l'indemnité perçue; en ce cas, nous assumons les frais éventuels de remise en état, dans les mêmes limites que celles prévues en Pertes et Avaries.
En cas de discussion sur la valeur du navire, il est procédé comme prévu en Pertes et Avaries.

4.4. en Protection juridique

- nos obligations sont définies dans le chapitre spécifique à la garantie Protection juridique.

Chapitre 4 - La vie du contrat

Votre contrat est régi par la loi belge et notamment par la loi du 4 avril 2014 concernant les assurances ainsi que par l'arrêté royal relatif à l'assurance Protection juridique ou par toute autre réglementation en vigueur ou à venir.

1. Les documents constitutifs du contrat

1.1. La proposition d'assurance :

Elle reprend toutes les caractéristiques du risque que vous nous renseignez de manière à nous permettre de rencontrer vos besoins.

1.2. Les conditions particulières :

Elles sont l'expression personnalisée et adaptée à votre situation spécifique des conditions de l'assurance. Elles mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

1.3. Les conditions générales :

Elles définissent le contenu des garanties proposées et l'étendue des prestations, ainsi que les droits et devoirs des parties au contrat.

2. Nos recommandations à la conclusion du contrat

Complétez correctement la proposition d'assurance.

Déclarez-nous exactement toutes les circonstances connues de vous et que vous devez raisonnablement considérer comme constituant pour nous des éléments d'appréciation du risque. Toutefois, vous ne devez pas nous déclarer les circonstances déjà connues de nous ou que nous devrions raisonnablement connaître.

Nous attirons votre attention sur l'importance de cette obligation : en cas d'omission ou d'inexactitude, selon le cas, nous réduirons ou refuserons notre intervention.

3. Nos recommandations en cours d'assurance

N'oubliez pas de nous communiquer toutes les modifications qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque.

Nous attirons votre attention sur l'importance de cette obligation : en cas d'omission ou d'inexactitude, selon le cas, nous réduirons ou refuserons notre intervention.

4. Votre interlocuteur privilégié

Votre intermédiaire est un spécialiste qui peut vous aider. Son rôle est de vous informer à propos de votre contrat et des prestations qui en découlent et d'effectuer pour vous toutes les démarches vis-à-vis de nous. Il intervient également à vos côtés si un problème devait surgir entre vous et nous.

5. Prise d'effet du contrat

La garantie prend cours à la date indiquée en conditions particulières pour autant que la première prime ait été payée.

6. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an. A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

7. Durée du contrat - Cas particuliers

- En cas de saisie du navire, les effets du contrat sont suspendus.
- En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet de l'assurance, le contrat expire de plein droit.

8. Fin du contrat

8.1. Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- 8.1.1. En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- 8.1.2. Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

8.2. Vous pouvez résilier le contrat :

- 8.2.1. au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle.
- 8.2.2. En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- 8.2.3. Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;
- 8.2.4. En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant de la prime adaptée ;
- 8.2.5. Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

8.3. Nous pouvons résilier le contrat :

- 8.3.1. Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;
- 8.3.2. si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations
- 8.3.3. en cas de non-paiement de la prime ;
- 8.3.4. en cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
- 8.3.5. en cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;

8.3.6. si nous portons plainte contre vous au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;

8.3.7. si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.

Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas, il est fixé à un mois.

8.4. Formes de la résiliation

La notification de la résiliation se fait :

1. soit par envoi recommandé ;
2. soit par exploit d'huissier ;
3. soit par la remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

8.5. Prise d'effet de la résiliation

Lorsque vous résiliez le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain :

1. de la signification de l'exploit d'huissier
2. de l'envoi recommandé
3. de la date du récépissé de remise de la lettre de résiliation

Lorsque vous résiliez le contrat en cas de modification des conditions d'assurance et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans la lettre recommandée et l'envoi que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après **sinistre**, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

9. Protection de la vie privée

9.1. Responsable du traitement des données

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

9.2. Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles
par courrier électronique: privacy@verheyen.be

9.3.Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de **tiers**, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN.
 - Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentairement au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de **sinistre**).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du **terrorisme**.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
- la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :
 - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.

- Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études et modèles statistiques pour générer des rapports :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
- la gestion et la surveillance des risques :
 - Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un **tiers** afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
 - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de **sinistres**, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable. Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un **sinistre**. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

9.4.Traitement de données sensibles

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

9.4.1. Données concernant la santé

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des **tiers** de le faire.

9.4.2. Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

9.5.Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de **tiers**, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

9.6.Traitement des données à des fins de géolocalisation

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

9.7. Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors. En cas de transferts de données à caractère personnel à des **tiers** situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (*Mon. B.* 6/10/2014, p. 78547). La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

9.8. Conservation des données

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers **sinistres**, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier **sinistre**.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

9.9. Traitement des données à des fins de candidature à un emploi

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.

9.10. Nécessité de fournir les données à caractère personnel

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

9.11. Confidentialité

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci. A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

9.12. Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

9.13. Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

9.14. Contacter JEAN VERHEYEN

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles. JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

9.15. Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel

Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail privacy@verheyen.be. La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00 - Fax. + 32 2 274 48 35
contact@apd-gba.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque

Généralité – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

Fichier RSR - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'assuré (du candidat-assuré) peuvent, dans l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

Banque de données sinistres - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'assuré, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le sinistre seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance. La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de sinistres. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

Vos droits et informations complémentaires – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, contact@apdgb.be, <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou privacy@datassur.be). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou info@alfa-belgium.be). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

10. Correspondance

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique. Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

11. Solidarité

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

12. Plaintes

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : yachting@verheyen.be;
- par téléphone: +32 2 250 63 11 ;
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web : www.ombudsman-insurance.be;
- par courrier électronique : info@ombudsman-insurance.be;
- par téléphone : +32 (2) 547 58 71 ;
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles.



“Un siècle de savoir-faire à l’écoute du courtier d’aujourd’hui”

S.A. Jean Verheyen

Souscripteur mandaté

SIÈGE SOCIAL ET D'EXPLOITATION :

Rue de la Limite 17 1210 Bruxelles

Tél : 02 250 63 11

yachting@verheyen.be

www.verheyen.be